

PROCHE-ORIENT

APRÈS L'OPÉRATION D'ENTEBBE

Aucun compromis ne s'ébauche au Conseil de sécurité entre Occidentaux et Africains

De notre correspondant

Nations unies (New-York). Les débats concernant le raid israélien sur la bande de Gaza, jeudi 13 juillet, au Conseil de sécurité, ont permis au chef de la délégation américaine, à admettre que le souveraineté de l'Occupation n'est pas en jeu, mais qu'il y a une menace, « mais il a ajouté que une fois que la situation de force des résistants détruit une force limitée ». « Les Etats-Unis, a-t-il déclaré, ne soutiennent pas les actions d'agression et la rupture du statu quo ».

Le Conseil de sécurité a tenu une séance nécessaire afin que la crise terminée de la piraterie aérienne

la charte, mais il a pu se passer sans commettre Israël dans ce affaire.

Le premier, lors de la République fédérale a été entendu par le Conseil de sécurité, le ministre de la Défense, le général Wehner, a assuré que la situation de force des résistants ne constitue pas un problème, mais par une situation qui semble être une menace à la République fédérale et au Royaume-Uni, et que le Conseil de sécurité doit que pour supprimer le terrorisme, il faut une coopération étroite de territoires d'occupation.

[illegible]

**LA MORT DE Mme BLOCH
« NE FAIT PRATIQUEMENT
AUCUN DOUTE »
POUR LE FOREIGN OFFICE**

« La mort de Mme Dora Bloch fut pratiquement sans doute » annoncé, lundi 12 juillet, par le directeur de la presse adjoint au Foreign Office, Mme Sizer, qui se trouvait à bord de l'Alfred. Elle n'Establie, mais avait été conduite à l'hôpital de Kampala par un vœux une bégaine intervenant à l'heure de l'arrivée. Le lendemain du jour, elle disparut. Les autorités anglaises, les autorités ougandaises déclaraient rien savoir à son sujet. Dans les jours suivants, les journaux communis, M. Rowlands a déclaré : « Quelles que soient les circonstances de la mort de Mme Bloch, nous trouvons la mort, le gouvernement ougandais doit traduire les responsables devant la justice. » Il a été également précisé que le chef de file du gouvernement ougandais se désolait d'assurer la sécurité que les Britanniques ont apportée au Royaume-Uni — une majorité de missionnaires — vivent en Ouganda. Il a annoncé que le haut commandement britannique en Ouganda restera dans la capitale britannique, Nairobi, qui a été déplacée à Londres.

Le représentant britannique
M. Chendry, qui s'acquiesce sur place à la décision prise par le gouvernement d'ordre de quitter l'Espagne avant mardi soir. Trois autres ressortissants britanniques, dont Mme Chendry, ont été libérés par le gouvernement espagnol.
Le gouvernement annonce à propos
contre cette décision - *partiellement* justifiable.

A JERUSALEM. M. Dalein, vice-président de l'Air France, a déclaré que des services européens de la compagnie, a été reçu lundi 12 juillet par le ministre israélien des transports et de l'aéronautique, qui a déclaré devant la presse qu'il était venu en Israël pour exprimer les remerciements de sa compagnie aux civils américains qui ont été libérés par la *force opérationnelle* de sauvetage d'Israël. Il a annoncé qu'Air France avait été libérée par le C.I.A. et qu'il avait été transféré du C.I.A. à l'Armée israélienne. Mme Dalein a communiqué les ministères israéliens des transports et de l'aéronautique, et du Commerce, que la compagnie française est prête, en collaboration avec les services israéliens de sauvetage, à renforcer les mesures de sécurité des avions de la compagnie.

U.P.I., A.P., Reuter.

LA SITUATION AU LIBAN

Les développements du conflit

(Suite de la première page)

Il recommande l'arrêt des hostilités à *dans un délai de sept jours* et *de l'acheminement des réfugiés* à *vivres et de médicaments* aux *banes* Toutefois, M. Riad a *ce projet*, parce qu'il le juge *à propos*. M. Riad a *le* M. Nabil Awad, représentant *l'O.L.P.*, a déclaré que la texture *de la* conférence est *des* mesures proposées pour les *membres* de la Ligue. Il a estimé *les* travaux des ministres et *de* l'Assemblée nationale et *l'attitude* arabe continue *d'être* demeure responsable, a-t-il *la* résistance palestino-arabe *prendra* le sens de la situation. Il a *sent* et il a assuré : « La mise *des* forces de sécurité arabe *est* la la situation de la population du conseil en juin dernier *est* désormais gelée. Mille *des* hommes, seulement ont *quand* au Liban, et les *bloqués* à l'aéroport de Beyrouth *sans* être en mesure de reme- *leur* mission dans les conditions

M. Awad a accusé les Syriens d'empêcher son conseil pour « empêcher de la poudre aux yeux du monde arabe et pour gagner du terrain sur les autres points ». Le représentant de l'O.L.P., a révélé que Damas

adresse un « ultimatum » à la direction palestinienne, par l'intermédiaire du premier ministre libyen, M. Abdel Salam Jalloud, exigeant que les Palestiniens se retirent de Syrie et exigant que l'organisation palestinienne et le Front progressiste libanais adressent un communiqué conjointement et exclusivement « entre Liban et Israël », dans lequel ils s'engagent à devenir « les gardiens de l'application des accords du Caire », et à ne pas intervenir dans les affaires du Liban. M. Awad a indiqué que l'O.L.P. a catégoriquement refusé ces exigences, et qu'il n'a aucune raison de « l'attitude partisane » de Damas.

Une réaction critique de la résistance palestinienne a amené M. Yasser Arafat à lancer un communiqué dans lequel il déclare que dans un message adressé dans la nuit du lundi au mardi : « Si les pays arabes sont incapables de nous aider à vaincre l'occupant israélien, nous nous engageons à l'égard de la résistance, qu'ils le disent. Peu

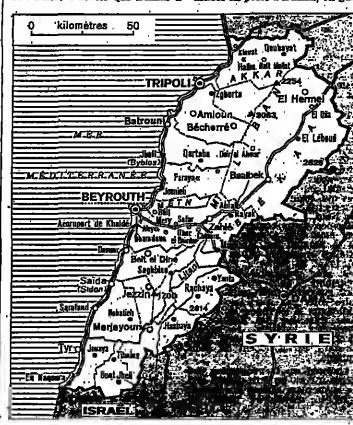
dans la monde, le feront-ils à leur
 place.
 Le colonel Kadhafi s'adresse
 pour en part un message urgent
 au président Sadat, exprimant
 le regret de tous les ambassadeurs
 arabes en poste à Damas, en gr

de protestation contre l'intervention syrienne. « Je ne vous propose pas de rompre les relations avec la Syrie, déclare le président libyen, mais je vous invite à participer à un minimum d'actions communes qui pourraient amener la Syrie à réexaminer son attitude. Le colonel Kadhafi déclare dans son message que la résistance risquerait d'être « écrasée » dans les quarante-huit heures si le conseil de la Ligue arabe ne prend pas d'initiative.

Combats acharnés à Tell-El-Zaatar

● AU LIBAN, les combats faisaient toujours rage dans la matinée du 13 juillet. Le camp palestinien de Tell-El-Zaatar continuait de résister aux assauts des militaires de droite. Lundi soir, ses défenseurs ont repoussé une nouvelle attaque — la cinquante-troisième en l'espace de vingt-deux jours — qui a duré plus de cinq heures. Cependant, selon de

« Les combats se sont épuisés », poursuivait dans le nord du pays, « les forces palestiniennes ont subi de lourdes pertes, leur pression sur la ville de Gaza est de plus en plus faible, et il y a plus qu'une quinzaine de jours, les milices des forces palestiniennes ne pourront plus tenir ». Les forces israéliennes ont repris le contrôle de la zone, les forces palestiniennes ont subi de lourdes pertes, leur pression sur la ville de Gaza est de plus en plus faible, et il y a plus qu'une quinzaine de jours, les milices des forces palestiniennes ne pourront plus tenir. Les forces israéliennes ont repris le contrôle de la zone, les forces palestiniennes ont subi de lourdes pertes, leur pression sur la ville de Gaza est de plus en plus faible, et il y a plus qu'une quinzaine de jours, les milices des forces palestiniennes ne pourront plus tenir.



Dans la presse hebdomadaire

[illegible]

Le gouvernement, de Tel-Aviv, préfère confier l'opération à cent officiers de l'armée israélienne, les seuls, selon les dirigeants du mouvement, à avoir subi une sélection rigoureuse. Les officiers de l'armée israélienne, les seuls, selon les dirigeants du mouvement, à avoir subi une sélection rigoureuse.

rapporte dans L'EXPRESS : « Dès le mercredi 30 juin, plusieurs centaines de personnes ont envahi le plateau, arrivant discrètement l'après-midi, et s'installant dans les tentes, le lendemain du tel renseignement d'Al Tel-Aus-Johannès. Et ce en apparence d'innocence. On avait dit : Bon, ça va. Ça va. Et le mardi 1^{er} novembre 1973, entre le Kerguelen et l'Arctique, les relations entre les deux pays ont été totalement interrompues. Des centaines de personnes ont été évacuées des îles, et ont été regroupées à Nouméa dans les baraquements à Nauru dans les semaines qui ont suivi. »

Dans l'après-midi du vendredi 10 Boeing incendie transportant des passagers ordinaires, se pose à Nairobi, ajoute Hervé Chabalier dans **LE NOUVEAU OBSERVATEUR**, « mais dans le hangar

HISTOIRE D'UN RAID

« à ton gouvernement qu'il a très mal agi. »

Le chef de l'Etat ougandais apparaît presque comme le principal vaincu. Pourtant, affirme un informateur israélien, cité par Antoine Colletta : « Si Amin Dada était resté en dehors du coup nous ne serions pas intervenus. »

Une option que comprennent Claude Bourdet, lui aussi dans le TMOIGNAGE CHRÉTIEN : « Il me semble que moralement le gouvernement israélien n'aurait eu le droit de voler un territoire d'un pays étranger, détruire son peuple, tous ceux qui y vivaient, avoir le preme de la trahison du chef d'Etat ougandais, et la certitude que, même en cas d'occupation israélienne des conditions posées pour la paix, les Juifs seraient toujours tirés à l'écart. Pour le moment, rien ne prouve ce qui ou cela, et tout prouve au contraire qu'Amin Dada, dans son propre intérêt, négociait sincère-

Jean Tellegen, dans DEMOCRATIE MODERNE, estime indiscutable que les chefs d'Etat européens, en effet : « La belle amie du président Amin Dada est-elle à ce point sans reproches qu'il faille considérer ce leader de l'Etat comme son ennemi avoué des juifs », comme un chef d'Etat respectueux du droit des gens ? Les peuples libres se sont-ils battus contre Hitler et son régime pour le centenaire de la naissance de ce chef d'Etat ? Les chefs d'Etat européens ont-ils fait l'obligation de donner l'accolade au chef allemand du commando palestinien des som-

Jean Grandmauguin, dans les **VALEURS ACTUELLES**, s'efforce d'expliquer le comportement du président ougandais. Il écrit : « **Le marché Amin Dada s'était mis à grimper** qu'il pourrissait dans le bled, et les **terroristes** sur l'air, bas pour son compte.

Il y a cinq mois en effet, trois semaines après la chute de l'ancien régime, les **terroristes** avaient été éliminés des Ougandas. Les **terroristes** étaient infériorisés dans l'opération de Nairobi, au Kenya : ils devaient y faire sauter un Boeing d'El Al au cours d'une escale. Les **terroristes** furent découverts et

et arrêtés. Le maréchal Amin pensait les faire libérer grâce à l'chantage. Le président Kenyatta lui répondit en autorisant les trois Hercules israéliens à se poser à Nairobi pour leur ravitaillement de retour. »

onganda et note : " Humilité
bajouée par le rati terrifié
l'armée ougandaise demeure s
le plan intérieur le périlleu
piller des régions du marshall
Lamin Doua, mais le souve
l'armée ougandaise potentiel
est loin d'être inconditionnel.

[illegible]

jour les dévotions du continent
 nous ? Ce qui renforce l'opinion
 dans la lutte ou l'absence de
 foyers de plus, l'affaire de Kaden
 démontre l'insuffisance des ac-
 ronnés individuels, car on let-
 risme individuel des pro-
 nens a répondu le lettrisme et
 l'ESL révoquée, avec des moyennes
 d'enseignement, les points de
 l'histoire d'usage est une possibi-
 lité, car ce n'est pas de la
 humaine, rebâtisseurs qui révo-
 monnaie d'usage — même
 pour se — se retourne dans l'op-

nion internationale contre ses auteurs et contre le couse qu'ils veulent défendre. »

Point de vue partagé par F. Valéry, qui écrit dans **REFORME** : « Le terrorisme de type palestinien ne s'exerce pas sur l'ennemi lui-même, il se sert nécessairement de personnes étrangères à la chose politique. »

Les bagages de L...



575 F

LAN Opéra (park)
Rand-Point des Champs-Élysées
C.I.P. Porte Maillot - Paris
Lyon Part Dieu et rue
Dépositaires officiels

thier jancez sur le plan international pour que cesse le diocuse syrien et pour que medicament et soins puissent être dispensez aux blesses », et ajoute : « Nous souhaitons aussi que cesse l'indifference complice de l'opinion europeenne ». Assurant que « des milliers de Palestiniens sont deporles et parques dans des camps d'interneement en territoire syrien », le communiqué invite a la Croix-Rouge internationale et des

organismes internationaux à assumer leurs responsabilités pour que ces décrets soient libérés immédiatement ».

(1) R.F. 146, 75093 Paris cedex 06.
(2) 24, rue de la Réunion, 75009



360 F

CEL
Paramount
ées (parking Matignon)
y 2 - Vélizy 2 - Créteil
la République - Nice
liste sur demande

**Les bagages nylon
de Lancel.**



575 F 360 F 375 F

LANCEL

Opéra (parking Pararamont)
Rand-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)
C.I.P. Porte Maillot - Paris 2 - Wélay 2 - Créteil
lyon Part Dieu et rue de la République - Nice
Dépositaires officiels - Liste sur demande

EXTRANGE

Parlements nationaux devront être élus d'ici fin de l'année

La première page de la deuxième édition du rapport de la Commission des Nations Unies sur le statut des femmes, publiée à New York, a été lue hier à la Chambre des députés. Le rapport, qui est le fruit d'un travail de plusieurs années, a été présenté par M. Jean Sarragagna, ministre des affaires étrangères, et Raymond Barre, ministre des communes et des régions.

M. Jacques Chirac a commenté le rapport en disant que les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans la vie sociale et économique. Il a souligné que les Nations Unies ont fait beaucoup de progrès dans la reconnaissance des droits des femmes, mais qu'il reste encore beaucoup à faire.

M. Olivier Guichard a répondu que le gouvernement français est très attaché à la cause des femmes. Il a souligné que les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans la vie sociale et économique, et que le gouvernement français est très attaché à la cause des femmes.

M. CHIRAC AU JAPON A LA FIN DU MOIS

M. Jacques Chirac quittera Paris le 20 juillet pour effectuer, jusqu'au 2 août, un voyage officiel au Japon. Il sera, à Tokyo, l'hôte du premier ministre japonais, M. Kakuei Miki, et visitera Kyoto.

Le premier ministre sera accompagné par M. Jean Sarragagna, ministre des affaires étrangères, et Raymond Barre, ministre des communes et des régions.

M. OLIVIER GUICHARD : la décentralisation ne doit pas mettre en cause l'unité nationale.

M. Olivier Guichard, ancien ministre, député U.D.R. de Loire-Atlantique, maire de La Baule, a évoqué hier à l'Assemblée nationale la décentralisation. Il a souligné que la décentralisation ne doit pas mettre en cause l'unité nationale.

M. Guichard a déclaré que la décentralisation est une réforme nécessaire, mais qu'elle ne doit pas être faite à tout prix. Il a souligné que la décentralisation doit être faite de manière à ne pas mettre en cause l'unité nationale.

La préparation des élections municipales

LE P.C.F. A-T-IL CAPOTÉ DEVANT LE P.S. ?

La direction du parti communiste s'est étonnée de la déroute des communistes aux élections municipales. Elle a souligné que le P.C.F. a capoté devant le P.S.

Le P.C.F. a obtenu un résultat décevant aux élections municipales. La direction du parti communiste s'est étonnée de la déroute des communistes.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

An cabinet de M. Edgar Pisani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Bernard Pottier, administrateur civil, est nommé conseiller technique en remplacement de M. Bernard Bournaz, appelé à d'autres fonctions.

An cabinet de M. Edgar Pisani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Bernard Pottier, administrateur civil, est nommé conseiller technique en remplacement de M. Bernard Bournaz, appelé à d'autres fonctions.

BILAN D'UNE DOUBLE SESSION PARLEMENTAIRE

La fêlure

Samedi 10 juillet s'est terminée une session des assemblées qui était plutôt la continuation d'une session qui, elle, lui doit être ordinaire.

Alors que les députés s'apprêtent à partir, le gouvernement n'a pas eu le temps de faire un bilan de sa session. Le gouvernement n'a pas eu le temps de faire un bilan de sa session.

LE CREDIT LYONNAIS EST CONDAMNÉ A COMBLER LE PASSIF D'UN COMMERCANT

Le Crédit Lyonnais a été condamné à comblé le passif d'un commerçant. Le Crédit Lyonnais a été condamné à comblé le passif d'un commerçant.

Le Crédit Lyonnais a été condamné à comblé le passif d'un commerçant. Le Crédit Lyonnais a été condamné à comblé le passif d'un commerçant.

DÉFENSE

M. HERMU (P.S.) : l'obscurité et le doute s'appesantissent sur notre sécurité.

M. Charles Hermu, membre du comité directeur du parti socialiste, a souligné que l'obscurité et le doute s'appesantissent sur notre sécurité.

M. Hermu a souligné que l'obscurité et le doute s'appesantissent sur notre sécurité. M. Hermu a souligné que l'obscurité et le doute s'appesantissent sur notre sécurité.

RAPATRÉS

Les anciens harkis réclament la libre circulation entre la France et l'Algérie

Les anciens harkis réclament la libre circulation entre la France et l'Algérie. Les anciens harkis réclament la libre circulation entre la France et l'Algérie.

Les anciens harkis réclament la libre circulation entre la France et l'Algérie. Les anciens harkis réclament la libre circulation entre la France et l'Algérie.

JUSTICE

Dans le Pas-de-Calais

L'ASSASSIN D'UNE FILLETTE EST CONDAMNÉ A MORT

Accusé d'enlèvement de mineure, de tentative de viol et d'assassinat, Jean-Marie Carrel, trente-cinq ans, a été condamné à mort, le 10 juillet, par la cour d'assises du Pas-de-Calais, conformément aux réquisitions du ministère public.

Le 27 octobre 1975, Jean-Marie Carrel avait enlevé la fille de 11 ans de son voisin, M. Paul Brignon, ancien directeur de la police municipale de Lens. Carrel avait tenté de violer la fillette et l'avait assassinée.

Solitude à Fleury-Mérogis

Un détenu de la prison de Fleury-Mérogis, âgé de vingt-six ans, s'est suicidé le 10 juillet, en se jetant par la fenêtre de sa cellule.

Le détenu, qui est nommé M. X, a été trouvé mort dans sa cellule. Les autorités de la prison ont déclaré que M. X avait été seul.

Pour outrage public à la pudeur

M. Claude Piron, 42 ans, a été condamné à six mois de prison avec sursis pour outrage public à la pudeur.

M. Piron a été condamné à six mois de prison avec sursis pour outrage public à la pudeur. M. Piron a été condamné à six mois de prison avec sursis pour outrage public à la pudeur.

Autour des noms de Peatrice Chénier

Le nom de Peatrice Chénier a été utilisé à tort par un journaliste pour désigner un directeur du Théâtre des 400 Coups.

Le nom de Peatrice Chénier a été utilisé à tort par un journaliste pour désigner un directeur du Théâtre des 400 Coups. Le nom de Peatrice Chénier a été utilisé à tort par un journaliste pour désigner un directeur du Théâtre des 400 Coups.

Un notaire démis

Un notaire a été démis de ses fonctions pour avoir refusé de recevoir un acte de mariage.

Un notaire a été démis de ses fonctions pour avoir refusé de recevoir un acte de mariage. Un notaire a été démis de ses fonctions pour avoir refusé de recevoir un acte de mariage.

Un vol de 120 millions

Un vol de 120 millions a été commis par un groupe de personnes.

Un vol de 120 millions a été commis par un groupe de personnes. Un vol de 120 millions a été commis par un groupe de personnes.

Un vol de 120 millions

Un vol de 120 millions a été commis par un groupe de personnes.

Un vol de 120 millions a été commis par un groupe de personnes. Un vol de 120 millions a été commis par un groupe de personnes.

LA MORT D'UN JEUNE HOMME EN SEINE-SAINT-DENIS

La mort d'un jeune homme en Seine-Saint-Denis a été l'objet d'une enquête.

La mort d'un jeune homme en Seine-Saint-Denis a été l'objet d'une enquête. La mort d'un jeune homme en Seine-Saint-Denis a été l'objet d'une enquête.

Les régions

Les nouveaux présidents

BRETAGNE

M. ANDRÉ COLIN : il faut que l'État donne aux collectivités locales le droit de percevoir certains impôts

M. ANDRÉ COLIN, sénateur (Union centriste) du département de Bretagne, a été élu le 24 avril président du conseil régional de Bretagne. Il expliquait ci-dessous comment, selon lui, devrait être conçue la réforme des collectivités locales (à laquelle travaille la commission Giscard) et fait le bilan du V^e Plan en Bretagne (1).

« Le 10 juillet 1972 sur les régions semble ne donner satisfaction à personne. En novembre, à Dijon, le président de la République a défini de manière restrictive les pouvoirs des régions. Mais, dans le système et les circonstances actuelles, la régionalisation est-elle « éternelle » ?

« La formule que vous utilisez est, à beaucoup d'égards, excessive. Je pourrais à mon tour formuler une interrogation : « Quelle mutation publique peut prétendre donner satisfaction à tout le monde ? »

Le cumul des mandats

« Sur quels points essentiels la commission Giscard devrait-elle faire des propositions ? Quelle est votre opinion sur le cumul des mandats ?

« La question essentielle posée par la président de la République à la commission présidée par M. Olivier Guichard, est celle-ci : comment le cumul des mandats peut-il être un obstacle au développement des collectivités locales ?

« Actuellement, l'État délègue à lui seul plus de 80 % des ressources fiscales. Il faut qu'il accepte de distribuer une plus grande part de ses recettes sous forme d'allocations globales. Cela donne le pouvoir aux collectivités décentralisées de percevoir le produit de certains impôts.

« La réforme de la fiscalité locale, longtemps annoncée, est venue décevoir, mais elle est la plus importante à mettre en œuvre rapidement.

« La nouvelle répartition des compétences entre l'État, région et collectivités locales, est-elle satisfaisante ?

L'aide de l'Europe

« Vous êtes président du conseil régional et aussi président du conseil général du Finistère. Mais quelle institution, du département ou de la région, est le plus près de votre cœur et de vos idées ?

« Vous savez que le représentant au conseil général du Finistère (1967-1970) était, dans le plus occidental de nos départements, un homme qui vous pouvez aisément imaginer les problèmes qu'avait à résoudre. Or, sur ce plan, le concours financier du conseil régional n'a été extrêmement précieux.

« Vous savez aussi que le Finistère est le seul département de la région qui soit entièrement bretonnant. Il est donc spontanément porté vers la vie régionale.

« Notre région est l'une des plus denses d'est en ouest (environ 300 kilomètres, de Vitré au Conquet, sans compter Ouessant), ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes, par exemple, du point de vue de l'équipement de la capitale régionale de certaines communes ou villes de la Bretagne occidentale. Aussi, la considération qu'il convient de consacrer aux régions bretonnes pour mieux montrer ainsi que l'attention régionale n'est pas un travail en faveur de l'ensemble de la population bretonne.

« Dans le domaine de l'équipement, que pouvez-vous attendre des établissements publics régionaux ?

« Je vous rappelle que les établissements publics régionaux ne peuvent intervenir que dans le domaine des investissements dont les effets se font sentir surtout à moyen et long terme.

« La qualité des infrastructures, tout le monde en est maintenant convaincu, conditionne le développement de la Bretagne, qui est le type même en Europe de la région périphérique et marginale. C'est ce qui explique que

« Cependant, je crois qu'il faut rappeler le contexte politique dans lequel la loi fut adoptée. Il y avait trois ans après l'élection du référendum de 1969 et alors qu'étaient développés dans le pays et au Parlement, de nombreuses thèses divergentes.

« A cette date, l'état partiel de la conception qu'avait développée le président Pompidou dans le discours de Lyon, il disait qu'il faudrait considérer la région, au moins au départ, comme une fédération de départements. Il faut bien reconnaître que par rapport à cette formule qui avait l'avantage d'être claire et précise, la loi de 1972 est ambiguë et peut prêter à confusion.

« Si la région n'a pas été créée sous forme de collectivité territoriale, son statut d'établissement public régional d'intérêt d'État, dans la gestion, la dote d'un budget régional qui lui confère des possibilités importantes dans le domaine de l'investissement.

« Concernant le rôle de la région dans la phase actuelle de son développement d'un triple point de vue : institutionnel et administratif ; coordination des actions des collectivités locales ; rationalisation des investissements régionaux.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer l'investissement régional dans notre région, pour réduire des difficultés locales graves, comme à Fougères pour la construction d'un pont, à Redon pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'électronique.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Les possibilités d'intervention des établissements publics régionaux dans le domaine de l'investissement sont actuellement très limitées. Les quelques régions qui ont créé un fonds d'intervention pour conduire une telle action se sont vu interdire de l'utiliser.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Le DATAR a été absorbé depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de grande ampleur, conjuguées. Avec la reprise, il faut qu'il retrouve les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'avenir du territoire national. Un effort financier très important doit consentir au DATAR de reprendre à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1976, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« L'Etat a-t-il tenu ses engagements ?

« En gros, je dirai que l'Etat a tenu ses engagements financiers exprimés en France courants. Mais les années 1975 n'ont pas permis de faire le même nombre de kilomètres, le même nombre d'opérations, etc. que les années 1970. Il a fait plus que prévu pour le territoire, l'aménagement est achevé en Bretagne, mais la croissance de la demande a été plus rapide encore que la progression du rythme des raccordements.

« Il n'a réalisé le plan routier prévu pour un peu plus de la moitié par rapport aux engagements confirmés solennellement par le général de Gaulle à Quimper en 1965. Aussi nous attendons l'annonce du nouveau plan de l'Etat pour le territoire, avant l'été, au cours du VII^e Plan.

« Il a, sensiblement augmenté les dotations pour l'équipement sanitaire et l'équipement médical-hospitalier breton en 1976.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Les dotations pour l'aide aux bâtiments supérieurs à celles prévues au début du VII^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

Hauts-de-Seine VERROUS AUX PORTES

Le département des Hauts-de-Seine vient de mettre sur pied une série de mesures afin d'assurer la sécurité des habitants, particulièrement durant les vacances.

Les Hauts-de-Seine se placent immédiatement après Paris, dans le « hiérarchie » des cambriolages. Les opérations menées les années précédentes ont fait baisser de 10 % le nombre des cambriolages. Ces actions (rondes, visites imprévues des immeubles) se répéteront en 1976, mais, afin de sensibiliser davantage l'opinion, une exposition-exposition itinérante sera organisée, informant les habitants sur la meilleure manière de se protéger.

Des opérations tripartites (police, gendarmerie, services sociaux) seront également mises au point. Certaines villes comme Puteaux-Montrouge ont distribué des tracts aux habitants de leur secteur afin d'assurer la sécurité dans les zones à risque. D'autre part, il est prévu de lancer une campagne d'information auprès des personnes âgées : conférences de policiers dans les foyers et les clubs, distribution de tracts (tirés à quarante mille exemplaires avec l'aide financière du conseil général) dans les bureaux de poste.

Enfin, constatant que les agressions étaient particulièrement nombreuses dans les transports en commun entre 23 heures et 1 h 30 du matin, les policiers du département, afin d'assurer la sécurité dans les zones à risque, ont lancé une campagne d'information auprès des personnes âgées : conférences de policiers dans les foyers et les clubs, distribution de tracts (tirés à quarante mille exemplaires avec l'aide financière du conseil général) dans les bureaux de poste.

Enfin, constatant que les agressions étaient particulièrement nombreuses dans les transports en commun entre 23 heures et 1 h 30 du matin, les policiers du département, afin d'assurer la sécurité dans les zones à risque, ont lancé une campagne d'information auprès des personnes âgées : conférences de policiers dans les foyers et les clubs, distribution de tracts (tirés à quarante mille exemplaires avec l'aide financière du conseil général) dans les bureaux de poste.

Enfin, constatant que les agressions étaient particulièrement nombreuses dans les transports en commun entre 23 heures et 1 h 30 du matin, les policiers du département, afin d'assurer la sécurité dans les zones à risque, ont lancé une campagne d'information auprès des personnes âgées : conférences de policiers dans les foyers et les clubs, distribution de tracts (tirés à quarante mille exemplaires avec l'aide financière du conseil général) dans les bureaux de poste.

Enfin, constatant que les agressions étaient particulièrement nombreuses dans les transports en commun

জানুয়ারি

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

LES INVERSIONS DU CHAMP MAGNÉTIQUE TERRESTRE

Quand la Terre perd le nord

Dipôle et non-dipôle

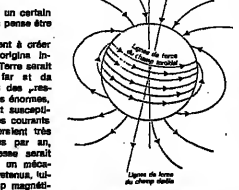
LES géophysiciens acceptent, dans leur ensemble, l'idée que le champ magnétique de la Terre s'inverse à des intervalles irréguliers et pour des durées de temps variables. La Terre perd le nord, c'est-à-dire que son pôle nord magnétique devient le pôle sud magnétique et vice versa; puis le champ magnétique revient à son sens actuel, que nous appelons « normal », bien évidemment.

Depuis une vingtaine d'années, la méthode « des sédiments » a été couramment employée pour dater avec une précision de l'ordre de 5 à 10 %, variant avec la nature et l'âge des sédiments, des roches volcaniques qui se sont mises en place il y a plus de quelques centaines de milliers d'années.

Enfin, depuis une dizaine d'années, a été élaborée pas à pas la double théorie du renouvellement des fonds océaniques et de la dérive

des continents, qui a abouti à la tectonique des plaques. Celle-ci est la première hypothèse globale qui permet de reconstituer l'histoire « vécue » par notre planète depuis au moins 225 ou 230 millions d'années en y faisant participer des phénomènes aussi différents que les séismes, les volcans ou les anomalies magnétiques imprimées dans les fonds océaniques par les inversions du champ magnétique.

Inversions du champ magnétique, datations au potassium-argon, tectonique des plaques, sont étroitement liées. Les premières ont été un des éléments déterminants dans l'élaboration de la tectonique des plaques. Et, sans les datations absolues, il aurait été impossible de fixer la chronologie des inversions du champ magnétique et de vérifier la justesse de la tectonique des plaques.



en est, couplée, avec la rotation de la Terre autour de l'axe des pôles. Cette circulation générale serait liée à un champ magnétique dipolaire dont l'intensité propre représenterait 90 % de l'intensité du champ total.

Il y aurait aussi des tourbillons que l'on peut assez bien comparer aux tourbillons cycloniques ou anticycloniques qui se superposent à la circulation générale. Ces tourbillons engendreraient un champ non-dipolaire d'intensité représentative de 10 % de l'intensité du champ total. Dans le noyau (comme dans l'atmosphère) ces tourbillons se réalisent par forces de viscosité qui entraînent les déplacements séculaires des grands et des petites régions du champ magnétique. Enfin, il y aurait toujours un certain nombre de tourbillons : le champ non-dipolaire ne s'annulerait donc jamais.

En revanche, le champ dipolaire peut diminuer d'intensité et s'inverser. Pourquoi ces inversions ? Les réponses à cette question sont encore purement hypothétiques.

Dans l'autre sens

Les magnéticiens supposent qu'il existe dans le noyau un champ magnétique toroïdal (un peu comme un vortex) qui s'annule dans le sens opposé à celui d'un aimant au pôle nord. Ce champ toroïdal est couplé à la rotation de la Terre. Donc, pendant, très intense mais pas observable à partir de la surface de la Terre. A ce champ toroïdal serait associé le champ dipolaire, celui-ci pouvant être indifféremment de sens normal ou de sens inverse. Le champ dipolaire, peu intense par rapport au champ toroïdal, n'aurait donc besoin que d'un faible apport d'énergie pour provenir des irrégularités qui se produisent et de la distribution des tourbillons de la circulation dans le noyau.

En quelques milliers d'années l'intensité du champ dipolaire diminueur peu à peu et s'annule. Bientôt le champ dipolaire réapparaît en sens inverse puis réapparaît. Mais le champ non-dipolaire ne s'annule pas, le champ toroïdal garde toujours une valeur minimum. Au cours des 4,5 millions d'années, le champ dipolaire a été changé vingt-cinq fois de sens pour des durées très variables allant de 600 000 ans à moins de 20 000 ans.

Les fonds océaniques, blets, pour l'essentiel, de basalte, et également les roches volcaniques continentales, gardent le trace de ces inversions. Basaltes et roches volcaniques contiennent, en effet, de la magnétite (Fe₃O₄) qui a des propriétés ferromagnétiques. C'est-à-dire qu'au cours de leur refroidissement elles s'aimantent définitivement dans le sens du champ magnétique régnant à la période de leur mise en place.

YVONNE REYROL.

(Lire la suite page 10.)

Libres opinions

« Pour les sciences humaines »

par OLIVIER DOLLFUS (*)

« L'INTERROGATION sur l'homme et les collectivités dans lesquelles il vit doit figurer parmi les préoccupations de la politique française », indique un rapport préparé pour le VII^e Plan. Chercheurs et organismes sont-ils capables et ont-ils les moyens de répondre aux questions qui se posent et ce sont nos sociétés ?

Au cours des deux dernières années, plusieurs diagnostics ont été portés sur l'état de la recherche française en sciences humaines : rapport de conjonction du C.N.R.S. ; celui de M. Hoffmann, Talbot et Lantier pour l'O.C.D.E. ; rapport rédigé par M. Susskind, à la demande du premier ministre, sur la situation de la recherche en archéologie et en ethnologie ; travaux préparatoires au VII^e Plan. Tous signalent l'appauvrissement des moyens mis en œuvre, les faiblesses du dispositif au niveau de la formation des chercheurs, la mauvaise circulation de l'information, notamment entre la communauté scientifique et les utilisateurs de la recherche, collectifs et administrations. Le renouveau international de brillantes personnalités ou de quelques équipes ne parvient pas à masquer les déficiences du système de recherche.

Ces déficiences s'expliquent. Depuis un siècle et demi, on sait « séculariser » des institutions : depuis les années 1930 les lettres, les sciences humaines, les mathématiques, des naturalistes, et des moyens ont été accordés pour mener à bien cette tâche de sécularisation de l'information, notamment entre la communauté scientifique et les utilisateurs de la recherche, collectifs et administrations. Le renouveau international de brillantes personnalités ou de quelques équipes ne parvient pas à masquer les déficiences du système de recherche.

On moment où, sous l'impulsion de quelques personnalités vigoureuses, la recherche s'organise dans les facultés des sciences, la faculté des lettres de Paris — la Sorbonne —, où se soutiennent 80 % des thèses de doctorat d'Etat, n'empêche pas au budget de la recherche universitaire, sinon par le biais de deux formations associées au C.N.R.S. En outre, l'université « traditionnelle », soucieuse d'assurer sa reproduction, n'a ouvert qu'un nouveau courant de la recherche, notamment en sciences sociales. Le C.N.R.S., le laboratoire section de l'Ecole pratique des hautes études, s'efforcent, mais imparfaitement, de compenser les « oublis » de l'université. Le VII^e Plan avait indiqué que la recherche en sciences humaines constituait une priorité ; cette recommandation n'a pas été suivie. Le renouveau dans la progression des crédits de recherche depuis 1970, l'analyse qui affecte les budgets universitaires (notamment ceux de la Sorbonne), en 1975, de huit cents formations universitaires autorisées à délivrer des doctorats de troisième cycle en sciences humaines, économiques et juridiques peut faire illusion. Mais aucun moyen nouveau n'a été accordé aux universités pour assurer cet enseignement de recherche, et le nombre de formations est probablement trop élevé.

L'effort à faire

Or, pour mieux connaître la signification des changements qui affectent nos sociétés, pour maintenir la pertinence culturelle, pour pouvoir répondre aux demandes des partenaires sociaux — collectivités et administrations —, un effort particulièrement vigoureux devrait être entrepris dans les années à venir et porter sur :

- La formation de chercheurs au sein d'équipes ayant des programmes de recherche et les moyens de les mener à bien ;
- Le renouvellement et l'entretien du nombre des spécialistes scientifiques, notamment en personnel technique de haut niveau, par suite du lâchage progressif des recrutements universitaires. La formation des enseignants-chercheurs « vieillit » sur place, et les 10 % de postes nouveaux de chercheurs qui seront créés au cours du VII^e Plan ne concernent pas le personnel universitaire ;
- Le renforcement des moyens collectifs. Les bibliothèques, les centres de documentation et de traitement des données, sont les équipements lourds des sciences humaines. Or on constate un désinvestissement dans de nombreuses bibliothèques, qui ont un personnel très insuffisant pour assurer un fonctionnement normal. Si la recherche documentaire a progressé dans les sciences médicales, l'effort qui est actuellement entrepris pour les sciences humaines, en particulier par le C.N.R.S., ne doit à aucun prix être ralenti ;
- Une meilleure diffusion des travaux et des résultats, à l'intérieur de la communauté scientifique nationale et internationale, mais également auprès du public. Cela demande, chez les scientifiques, une effort de clarification dans le vocabulaire employé, une meilleure précision des concepts utilisés, pour que les travaux soient accessibles au plus grand nombre ;
- L'amélioration des procédures de médiation entre les centres de recherches et les utilisateurs. Cette amélioration des relations suppose que l'autonomie du secteur « recherche » soit préservée, même s'il s'agit de l'application des moyens étatiques permettant de mener à bien les études ;
- L'ouverture de champs nouveaux ou mal connus. Par exemple l'étude des conséquences du vieillissement de la population sur l'ensemble de la société, par une meilleure insertion des sciences sociales en matière de recherche de santé. Mais la recherche ne peut se « provincialiser » en se cantonnant sur territoire métropolitain et à sa population. La connaissance s'enrichit par la comparaison. D'où la nécessité de poursuivre les recherches sur les autres nations industrielles comme dans les pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique, pour autant que ces recherches puissent se faire en collaboration avec les équipes locales. Cela suppose, à titre de précondition, la facilité d'accueil et le travail de chercheurs étrangers ; un regard différent est bien utile pour mieux connaître la société dans laquelle on vit.

Ces quelques points, brièvement énumérés, font un peu figure de catalogue. Certains d'entre eux figurent parmi les priorités proposées au VII^e Plan pour la recherche. Et, à ce titre, il convient que ce secteur de la recherche, comme les autres, soit assuré d'un financement régulier et progressif dès 1977. Les « coups de main » de la recherche sont des opérations trop coûteuses par suite des déperditions pour être supportées par nos organismes de recherche.

Il ne faudrait pas que les sciences humaines, parce qu'elles posent des questions qui dérangent, restent des parcs en marge de la communauté scientifique.

(*) Professeur à l'université de Paris-VII.

Déclinaison, inclinaison et intensité

Le champ magnétique terrestre en chaque point du globe est défini par plusieurs éléments.

● LA DÉCLINAISON, c'est-à-dire l'angle formé par la direction prise par l'aiguille d'une boussole (pointée vers le nord magnétique) et la méridienne locale (orientée vers le nord géographique). La déclinaison varie selon le lieu et aussi selon le temps. Elle varie tournoiemment et régulièrement de quelques minutes d'arc — c'est la variation diurne — mais, pendant les cycles magnétiques, elle peut varier brusquement de plusieurs degrés. Selon toute vraisemblance, ces variations découlent d'une cause extérieure à la Terre : on les impute aux réactions de l'activité solaire sur la haute atmosphère, en particulier sur l'ionosphère.

La déclinaison subit aussi une variation séculaire : la déclinaison de la boussole à Paris était-elle de 2 degrés (vers l'ouest) en 1647, de 3 degrés en 1788, de 14 degrés en 1914 et de 5 degrés en 1976 (toujours vers l'ouest). Vers l'an 2000, toujours à Paris, elle devrait être de six degrés, c'est-à-dire que l'aiguille aimantée pointera vers le nord géographique. Ces variations, les plus importantes, accompagnent le déplacement des pôles magnétiques. Ces déplacements, en effet, dans les très hautes latitudes géographiques en suivant un parcours capricieux, se réalisent, en fait, que l'on impute à des causes internes.

● L'INCLINAISON, c'est-à-dire l'angle formé par le plan de l'aiguille aimantée (lors qu'elle est suspendue à un fil) et l'horizontale du lieu. L'inclinaison varie considérablement selon la latitude magnétique : de zéro degré à l'équateur magnétique, elle passe à 90 degrés aux pôles magnétiques, où l'aiguille aimantée est verticale. L'inclinaison varie tournoiemment puisqu'elle aussi est tributaire des déplacements des pôles magnétiques. A Paris, par exemple, elle a diminué de quelques 10 degrés entre 1617 (75°) et 1976 (64°).

● L'INTENSITÉ, mesurée en

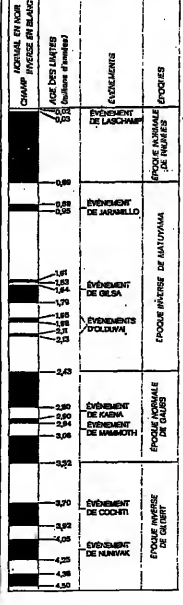
teslas, en gauss, ou en gammes (1 tesla = 10 000 gauss ou 1 000 000 gammes). L'intensité du champ magnétique varie, elle aussi, selon la latitude magnétique : elle est actuellement en moyenne de 30 000 gammes à l'équateur magnétique et de 60 000 à 70 000 gammes au pôle magnétique (à Paris, elle vaut environ 40 000 gammes). Ces variations découlent, comme pour la déclinaison, de causes extérieures à la Terre, mais aussi de causes internes. L'homme est en effet capable de fabriquer des aimants dont l'intensité est de plusieurs teslas (ou plusieurs milliers de gammes).

L'intensité varie également dans le temps : elle présente de faibles variations diurnes (de l'ordre de la dizaine de gammes) et une forte variation séculaire. Ainsi, en Europe occidentale, depuis 600 ans avant Jésus-Christ jusqu'à nos jours, elle a diminué régulièrement de 70 000 à 40 000 gammes. Là encore, les variations diurnes sont attribuées à des causes extérieures à la Terre, alors que les variations séculaires sont liées à des phénomènes internes.

En outre, l'intensité du champ magnétique varie aussi selon les dimensions géographiques des régions où l'on mesure. On peut atteindre et même dépasser 15 000 gammes, et par des anomalies locales, on peut atteindre des dimensions (du kilomètre à la dizaine de kilomètres) de l'ordre de la centaine de kilomètres. Ces anomalies régionales ont leur source dans le noyau liquide de la Terre, alors que les anomalies locales ont leur source dans la croûte. Ce sont ces dernières qui intéressent les archéomagnéticiens, les prospecteurs miniers et pétroliers et les spécialistes de la géologie structurale.

Enfin, l'ensemble du champ magnétique, tel qu'il est défini par des mesures de déclinaison, d'inclinaison et d'intensité, a tendance à « dériver » c'est-à-dire à se déplacer d'environ 0,1° de longitude par an, à cette vitesse, il faut un tour complet de la planète en 200 ans environ, ce qui est très rapide — et donc très important — pour un phénomène géophysique global.

● L'INTENSITÉ, mesurée en



EN TOUTE LOGIQUE

PROBLÈME N° 71

Deux urnes sont identiques et contiennent chacune 51 boules, numérotées de 1 à 51.

On tire d'abord une boule dans l'une de gauche et on lit son numéro. On tire ensuite des boules dans l'une de droite sans jamais les remettre, jusqu'à l'épuisement du même numéro.

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

On tire d'abord une boule dans l'une de gauche et on lit son numéro. On tire ensuite des boules dans l'une de droite sans jamais les remettre, jusqu'à l'épuisement du même numéro.

CINQ COUPLES

Deux urnes sont identiques et contiennent chacune 51 boules, numérotées de 1 à 51.

On tire d'abord une boule dans l'une de gauche et on lit son numéro. On tire ensuite des boules dans l'une de droite sans jamais les remettre, jusqu'à l'épuisement du même numéro.

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

On tire d'abord une boule dans l'une de gauche et on lit son numéro. On tire ensuite des boules dans l'une de droite sans jamais les remettre, jusqu'à l'épuisement du même numéro.

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

SOLUTION DU PROBLÈME N° 70

La valeur du dernier chiffre déterminé ne dépend pas du nombre de trois chiffres dont on se sert et que, le résultat, qu'on s'en sert.

On tire d'abord une boule dans l'une de gauche et on lit son numéro. On tire ensuite des boules dans l'une de droite sans jamais les remettre, jusqu'à l'épuisement du même numéro.

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

On tire d'abord une boule dans l'une de gauche et on lit son numéro. On tire ensuite des boules dans l'une de droite sans jamais les remettre, jusqu'à l'épuisement du même numéro.

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

Quelle la probabilité d'obtenir, en fin de tirage, le même numéro que le premier tirage ?

OFFRES D'EMPLOI		La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés		35,00	44,57
Minimum 15 lignes de hauteur		8,00	9,18
DEMANDES D'EMPLOI			
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.		65,00	75,89

L'IMMOBILIER		La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location		25,00	30,35
EXCLUSIVITES		32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE		25,00	28,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)			

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

ingénieur (réf. 6886 I)
Pour être responsable de la maintenance et de la documentation, il assurera également les analyses et programmes de gestion de la base de données, de la maintenance et du développement de programmes, de l'interface utilisateur-exploitation. Niveau ingénieur. 2 ans d'expérience en analyse ou en programmation.

analyste-programmeur (réf. 6886 AP)
Responsable d'une application de recherche documentaire, il sera chargé de la gestion de la base de données, de la maintenance et du développement de programmes, de l'interface utilisateur-exploitation. Niveau ingénieur. 2 ans d'expérience en analyse ou en programmation.

Ne pas se présenter, envoyer lettre de candidature, CV et photo sous la référence indiquée à :

OP/organisation et publicité
2 rue de Valenciennes, 75001 Paris.

gulton
Nous recherchons pour Paris et la R.P.
Ingénieurs Commerciaux

Les candidats devront avoir une connaissance de l'anglais et avoir acquis une expérience de la vente des régulateurs de température et des comparateurs milieux dans les secteurs industriels et scientifiques.

Les entretiens auront lieu à Paris entre 9.30 et 11.00 hrs. du 19 au 21 juillet à l'Hotel Inn Hotel - Pte de Versailles - Tél: 639-74-49

Pour renseignements, prière de téléphoner à M. Holmes aux dates ci-dessus, ou aujourd'hui avant 19 hrs. par PCV à BRIGHTON 66271

CHEF de L'EXPLOITATION
IBM 370/168 OS-MVS

Vous avez cinq années d'expérience en exploitation informatique de gestion. Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser vos connaissances au sein de la filiale d'un très important groupe, spécialisée dans l'ingénierie et la construction nucléaire. Nous vous proposons de devenir le Chef de l'Exploitation de notre département informatique de Gestion.

Ce poste que nous créons offre de réelles possibilités d'évolution et de développement de valeur.

Ecrire sous référence 67.337 Contesse Publicité, 20, Avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

UN(E) ATTACHÉ(E) DE PRESSE

● Expérience rédactionnelle
● Expérience de journaliste ou de journaliste adjoint
● Maîtrise de l'anglais et de l'espagnol
● Connaissance des techniques de la communication.

Ecr. 38300 M. Rigne-Presse, 18, rue de Valenciennes, Paris-11.

COMPTABLE
recherche QUALITE
pour traiter les P.A.E.
Expérience en comptabilité
Contesse Public, 20, av. de l'Opéra, Paris-9, qui transmettra.

SOCIÉTÉ PEINTURE EN CHAPENTE
IMPORTANCE NATIONALE

PEINTRES EN PYLONES

Nombreux déplacements rémunérés sur tout le territoire métropolitain.

Salaires minimums 1.800 francs.

Ecrire avec curriculum vitae sous réf. D 86 à ARCHAT, 54, bd Hausmann, 75008 Paris, qui tr.

DATA 100 S.A.
Leader du Terminal Load - recherche pour son équipe Support en clientèle

SPECIALISTE SOFTWARE

Lieu de travail : banlieue Sud-Ouest de Paris

Expérience réelle approfondie d'un minimum de 3 ans dans un milieu 2 des 4 suivants :

- 1) Langage machine, assembleur ou équivalent ;
- 2) Software gros systèmes ;
- 3) OS/VSAP, OS/VSII - EKKO ;
- 4) Télé-enseignement en relation avec des terminaux lourds.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Envoyer curriculum vitae et présentations à : DATA 100 S.A.
Responsable du Support
Le Sociétaire - R.L.M.
92450 LE FLERS-ROBINSON.

INGENIEUR

ayant la pratique des relations avec les maîtres d'œuvre et une bonne connaissance des techniques du bâtiment.

Adresser demande avec C.V. et photographie à :

RECHERCHE
pour participer à son activité de maître d'œuvre d'équipements publics à des postes C.E.S., maisons de quartier, parking couvert, bâtiments administratifs, etc...

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

INGENIEUR
17, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

emplois internationaux

SITEP TUNISIE

SOCIÉTÉ ITALO-TUNISIENNE D'EXPLOITATION PETROLIERE

Dans le cadre du Projet Injection en cours de réalisation sur le Gisement Pétrolier d'El Borna - Tunisie - la SITEP recherche des

INGENIEURS ET I.U.T. TUNISIENS

en vue d'assurer leur formation et de les affecter aux postes suivants :

- Ingénieur Electricien
- Ingénieur Electromécanicien
- Ingénieur Mécanicien
- Ingénieur Mécanicien (Machines Tournantes)
- Ingénieur Mécanicien (Turbines à Gaz)
- Ingénieur Instrumentation
- Ingénieur Contrôle Qualité
- Ingénieur Planning
- Ingénieur Cost Control
- Ingénieur Génie Civil
- I.U.T. - Génie Electrique Automatique
- I.U.T. - Génie Electrique Electronique
- I.U.T. - Génie Electrique Electromécanique
- I.U.T. - Mesures Physiques

Pour tous renseignements écrire et envoyer Curriculum Vitae détaillé à SITEP - 140, Avenue de la Liberté - TUNIS - B.P. 1000 :

LE P.L.M.
recherche

POUR ENTREPRISES DE LOISIRS ET DE RESTAURATION A Téhéran

un CONTROLEUR DE GESTION
un CHEF COMPTABLE
un COMPTABLE CONFIRMÉ

Les candidats doivent être disponibles rapidement. Anglais souhaitable. Rémunération en conséquence.

Vous pouvez nous adresser votre lettre et votre curriculum vitae à :

LE P.L.M.
40, boulevard de la République, 75001 Paris.

BANKING GENERAL MANAGER LUXEMBOURG

International Bank seeks mature experienced European commercial banker with fluent English and either French or German. An opportunity to relocate to a major financial center, good international standard remuneration package offered.

Please write to the bank's address in confidence. You can name them to whom you do not wish your application disclosed :

Mr. T.K.H. Tyrrell
Thomas Tyrrell & Co.,
40, Bedford Square,
Edinburgh, Scotland EH2 4RT.
U. K.

emplois régionaux

Un des leaders sur le marché des **MATERIELS DE BUREAU**

LILLE - NANCY - STRASBOURG - LYON - BORDEAUX - NANTES

attachés commerciaux (Hommes ou Femmes)

titulaires d'un Bac + 2, pouvant justifier d'une première expérience professionnelle. Nous leur proposons, après une période de formation, la gestion d'un secteur commercial afin de vendre des matériels évolués dans le domaine de la relation écrite, et d'implanter de nouvelles méthodes de travail dans les entreprises.

Pour un premier contact local, env. C.V. photo et prêt, en préc. sur l'env. réf. 6621 à :

OP/organisation et publicité
2 rue de Valenciennes 75001 Paris Cedex 01

COMMERCER MATIERES PREMIERES

Nous recherchons des commerciaux pour la vente de produits de base utilisés dans l'industrie.

Nous aurons également besoin des plus importants sociétés françaises des produits de base utilisés dans l'industrie de tous les pays du monde.

Nous recherchons

UN ADJOINT

Pour l'un de nos gisements de produits, il assurera les achats et commercialisera ces produits, soit par téléphone, soit par envoi de lettres d'agences.

Il devra être à l'aise dans la langue anglaise, il aura quelques années d'expérience qui lui auront permis d'acquiescer une connaissance de la vente par téléphone.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

INGENIEUR
17, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

POSSIBILITES D'EMPLOI DANS LES PAYS FRANCOPHONES

JOHN HOLT & CO. (LIVERPOOL) LTD. recherche des candidats pour des postes de :
- Directeur des ventes
- Directeur des opérations
- Directeur des finances
- Directeur des ressources humaines
- Directeur des relations publiques
- Directeur des affaires juridiques
- Directeur des affaires fiscales
- Directeur des affaires générales

Les candidats doivent avoir 25 ans minimum, et posséder une connaissance de l'anglais écrit et oral.

Il est prévu une période initiale de 12 mois de formation, pendant laquelle les candidats recevront une formation théorique et pratique, ainsi qu'une formation continue.

Les candidats doivent être :
- Français
- Administrateurs
- Finance/Comptables

Le salaire sera en rapport avec l'âge et l'expérience du candidat. Les entretiens auront lieu à Paris, et les candidats doivent être prêts à se déplacer.

Candidat, vous pouvez adresser votre lettre et votre curriculum vitae à :

John Holt & Co. (Liverpool) Ltd.
100, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

TEXAS INSTRUMENTS

Recherche pour son Centre d'Etude, de Recherche et de Fabrication de **VILLENEUVE-LOUBET (près de NICE)**

DES INGENIEURS

pour occuper les fonctions :

- 1) INGENIEURS DE PRODUITS
Chargés de la mise au point de l'innovation et du suivi des produits de fabrication d'une ligne de produits.
- 2) INGENIEUR DE FABRICATION
Chargés de la mise au point de l'innovation et du suivi des produits de fabrication d'une ligne de produits.

Les candidats devront avoir une formation de géraliste (A. et M. ou équivalent) avec option électronique ou avoir acquis une spécialité électronique par la suite.

Pour ces 2 types de postes, des connaissances en anglais sont nécessaires.

1 à 2 ans d'expérience sont souhaités, mais les candidats sans expérience ne seront pas refusés.

Ecrire avec C.V., photo et date de disponibilité à :

TEXAS INSTRUMENTS
20, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

COMPLEXE ADMINISTRATIF REGION ORLÉANAISE RECHERCHE

RESPONSABLE CADRE

- Diplôme supérieur de l'enseignement de gestion ou équivalent ;
- Pour diriger importante unité de gestion administrative ;
- Expérience requise.

RÉDACTEURS (TRICES) CALCULATEURS (TRICES)

Baccalauréat minimum ou plus, selon professionnelle adaptée.

POSTE :
- Instruction et calcul des dossiers de recette.

QUALITES REQUISES :
- Ordonnée, méthode rigoureuse de gestion ;
- Interprétation et application de textes réglementaires ;
- Capacité d'adaptation.

Sage rémunération de formation.

Adresser C.V. manuscrit, avec photo et date de disponibilité à :

COMPLEXE ADMINISTRATIF REGION ORLÉANAISE
20, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Minimum 35 ans, ayant expérience en gestion de projet.

PROJET
Projet de construction d'un bâtiment de bureaux.

Les candidats doivent avoir une formation de géraliste (A. et M. ou équivalent) avec option électronique ou avoir acquis une spécialité électronique par la suite.

1 à 2 ans d'expérience sont souhaités, mais les candidats sans expérience ne seront pas refusés.

Ecrire avec C.V., photo et date de disponibilité à :

INGENIEUR
20, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

COMPLEXE ADMINISTRATIF REGION ORLÉANAISE RECHERCHE

RESPONSABLE CADRE

- Diplôme supérieur de l'enseignement de gestion ou équivalent ;
- Pour diriger importante unité de gestion administrative ;
- Expérience requise.

RÉDACTEURS (TRICES) CALCULATEURS (TRICES)

Baccalauréat minimum ou plus, selon professionnelle adaptée.

POSTE :
- Instruction et calcul des dossiers de recette.

QUALITES REQUISES :
- Ordonnée, méthode rigoureuse de gestion ;
- Interprétation et application de textes réglementaires ;
- Capacité d'adaptation.

Sage rémunération de formation.

Adresser C.V. manuscrit, avec photo et date de disponibilité à :

COMPLEXE ADMINISTRATIF REGION ORLÉANAISE
20, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

COMPLEXE ADMINISTRATIF REGION ORLÉANAISE RECHERCHE

RESPONSABLE CADRE

- Diplôme supérieur de l'enseignement de gestion ou équivalent ;
- Pour diriger importante unité de gestion administrative ;
- Expérience requise.

RÉDACTEURS (TRICES) CALCULATEURS (TRICES)

Baccalauréat minimum ou plus, selon professionnelle adaptée.

POSTE :
- Instruction et calcul des dossiers de recette.

QUALITES REQUISES :
- Ordonnée, méthode rigoureuse de gestion ;
- Interprétation et application de textes réglementaires ;
- Capacité d'adaptation.

Sage rémunération de formation.

Adresser C.V. manuscrit, avec photo et date de disponibilité à :

COMPLEXE ADMINISTRATIF REGION ORLÉANAISE
20, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Nous prions les lecteurs d'adresser leurs **ANNONCES DOMICILIARES** à la rubrique **ANNONCES DOMICILIARES** sur l'ensemble le monde de l'annonce le dimanche et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de l'annonce ou d'un autre organe.

